

Suivez mon action
et retrouvez-moi !

l'Europe en Grand Sud-Est

La lettre d'information parlementaire de **Michel Dantin**

N°10 - Décembre 2014



Parler vrai, sans sacrifier nos modèles

Après les élections européennes de mai dernier et la mise en place du Parlement début juillet, la Commission européenne désormais présidée par Jean-Claude JUNCKER a été désignée par les chefs d'Etats et de gouvernements et validée par le Parlement. Le 1^{er} décembre, Herman VAN ROMPUY a passé le relais à l'ancien Ministre polonais Donald TUSK à la présidence du Conseil européen, l'instance qui réunit chefs d'Etats et de gouvernements.

Ainsi en cette fin d'année, toutes les instances européennes décisionnaires ont été renouvelées et sont désormais en ordre de marche.

Après une mandature marquée par la crise financière et économique, que Michel BARNIER aura largement contribué à surmonter, cette nouvelle mandature doit faire porter ses efforts à la fois sur la relance économique de l'Union et à son rapprochement du citoyen.

Il faut parler vrai : nous ne pouvons revenir

en arrière parce que le monde a changé, la mondialisation est un fait, le Mur de Berlin est tombé, l'Union s'est élargie. Il faut agir sur tous les leviers de la croissance sans tabou, sans peurs, sans obsessions avec un seul objectif : le résultat. Toute remise en cause fait peur mais il nous faut prendre conscience que les autres peuples du monde et leurs gouvernements agissent en dehors de nos carcans de vieux continent. Cela les conduit à progresser plus vite que nous. Pour autant, nous ne pouvons sacrifier tous nos modèles sociaux, environnementaux et moraux.

La France doit rester maître d'œuvre de la construction européenne, car c'est bien dans l'Union que nous pourrions peser face à nos concurrents internationaux. Le dialogue engagé avec les USA pour conclure un traité commercial doit en être la démonstration.

Bonne année à chacun.

Michel DANTIN



Groupe PPE



Député européen au Parlement Groupe PPE - Circonscription Sud-Est :

- Membre titulaire de la commission de l'Agriculture et du Développement rural
- Membre suppléant de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire
- Maire de Chambéry
- Membre de la délégation pour les relations avec la Suisse et la Norvège, à la commission parlementaire mixte UE-Islande et à la commission parlementaire mixte de l'Espace économique européen (EEE)
- Membre suppléant de la délégation à l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée
- Membre suppléant de la délégation pour les relations avec les pays du Machrek



PARLEMENT EUROPÉEN

J'assumerai dans ce nouveau mandat la fonction de Président du groupe de travail « agriculture et eau » au sein de l'intergroupe « Changement climatique, Biodiversité et développement durable » du Parlement européen.

J'aurai à cœur de réunir élus, industriels, agriculteurs et associations environnementales afin d'échanger sur les dossiers prioritaires de cette prochaine mandature. Étant par ailleurs Président de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée, je m'impliquerai dans les prochaines négociations au Parlement européen sur la Directive-cadre pour la protection et la gestion de l'eau.

Budget 2015

L'agriculture prise au piège

Chaque fin d'année est désormais le lieu d'un âpre conflit entre le Parlement européen et le Conseil, le premier désireux de financer les projets européens à leur juste valeur, et le second de réduire le budget de l'Union européenne à peau de chagrin.

L'agriculture subit en première ligne les conséquences de ce conflit. Son budget a été diminué de 7 % pour la période 2014-2020 par rapport au programme multi-annuel précédent; sans le concours du Parlement européen nous parlerions aujourd'hui d'une réduction d'un tiers.

Depuis juillet dernier, l'agriculture est victime d'un autre conflit, dans lequel le Parlement européen ne peut que très peu exercer son influence, qui concerne cette fois l'UE et la Russie. En réponse aux sanctions européennes suite à l'invasion de l'armée russe

en Crimée, le Président Poutine fait subir un embargo sur de nombreux produits agricoles européens : les fruits, légumes, laits, fromages, et porcs en particulier.

La Commission a très rapidement mis en place des mesures d'aides d'urgence, dont j'ai salué la démarche. Néanmoins, dans le budget européen pour l'année 2015, la Commission a décidé de financer ces mesures en utilisant la quasi-totalité de la réserve de crise mise à disposition par la nouvelle PAC en cas de problèmes graves sur les marchés agricoles. Les agriculteurs devraient ainsi mettre de leur poche pour répondre à une crise dont ils ne sont pas responsables.

Cette décision est injustifiable au regard de la nature même de cette crise, diplomatique, mais dans laquelle les agriculteurs sont injustement pris au piège. La Commission européenne doit faire preuve de solidarité envers nos agriculteurs, et proposer



un plan de secours viable. Ces mesures ne doivent pas être financées par le seul budget de la PAC

Celui-ci devrait au contraire être préservé afin de soutenir certains secteurs montrant des signes de déroute, en particulier celui du lait, dont le régime de quotas arrive à sa fin.



Jean-Claude Juncker.

La nouvelle Commission européenne prône une Europe de l'Investissement

Le nouveau Président de la Commission européenne Jean-Claude JUNCKER fait de l'investissement l'un des maîtres-mots de son mandat. Le plan d'investissement de 315 milliards d'euros présenté le 26 novembre dernier doit relancer la stratégie d'investissement en Europe, sans pour autant creuser les déficits que la Commission européenne continuera d'encadrer avec une sévérité nécessaire. Un groupe de travail européen planche actuellement sur la liste des projets prioritaires, notamment dans le secteur de l'énergie, des télécoms ou de l'éducation. Ces 315 milliards ne pourront être puisés directement dans le budget européen, conséquence malheureuse de la réduction du budget de l'Union européenne à la suite de négociations entre Chefs d'États où le Président Hollande a brillé par son absence. Il faudra donc attirer les investisseurs privés en plaçant 21 milliards d'euros provenant du budget de l'Union dans le futur Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS), qui sera donc l'un des leviers principaux d'investissement en Europe.



Autorisations de plantation

La Commission européenne a présenté un acte délégué visant à mettre en œuvre les dispositions relatives au secteur vitivinicole du Règlement européen sur l'Organisation Commune des Marchés (OCM), texte dont j'ai été le Rapporteur lors de la dernière mandature, et dans lequel je me suis battu pour conserver le régime de droits de plantation. Ce nouveau régime d'autorisations de plantation permettra de réguler la production de vin en Europe, et de préserver l'existence de nos vins sous Appellations d'Origine Protégées (AOP, équivalent de nos AOC françaises) et sous Indications Géographiques Protégées (IGP), qui font la force du patrimoine vitivinicole français.

Accords commerciaux avec les États-Unis et le Canada

L'Union européenne négocie actuellement deux accords commerciaux de taille, le premier avec le Canada, dont le contenu est désormais public suite à l'accord trouvé entre la Commission européenne et les autorités canadiennes, le second avec les États-Unis, où les discussions débutent à peine.

Si seule la Commission européenne est habilitée à négocier directement et en continu avec les pays tiers sur les dispositions des accords commerciaux, le rôle du Parlement européen n'en reste pas moins crucial: sans son aval, aucun accord commercial UE-pays tiers ne peut voir le jour.

À ce titre, les Députés européens exercent une pression sans faille vers la Commission européenne afin que leurs priorités soient prises en compte dans les négociations.

Dans le secteur agricole la ligne rouge est claire : aucun accord commercial ne doit remettre en question les normes européennes en matière de sécurité alimentaire, qui garantissent à nos consommateurs la qualité des produits agricoles commercialisés en Europe. De plus,

les accords doivent reconnaître les signes de qualité (AOP, IGP) qui assurent la renommée de ces produits, tels que le vin ou le fromage. Je suis intervenu à ce sujet lors de l'audition du Commissaire européen à l'agriculture, Phil HOGAN, afin que celui-ci prenne conscience de l'enjeu majeur de tels accords pour l'agriculture européenne.

J'ai ainsi rappelé que certaines filières telles que le sucre, la viande bovine ou les AOP devraient faire l'objet d'une attention toute particulière de par leur fragilité.

Le nouveau Commissaire européen m'a répondu qu'« aucune négociation internationale ne saurait sacrifier les produits agricoles européens ». Je m'assurerai lors de ce prochain mandat que promesse soit tenue.

Distribution des fruits, légumes et lait à l'école



Le nouveau Parlement européen devrait d'ici la fin du premier semestre 2015 adopter un Règlement visant à unifier la politique et le financement de la distribution dans les écoles de fruits et légumes d'une part, et de lait d'autre part, deux programmes initialement séparés. J'avais initié cette démarche lors de mon mandat précédent en tant que Rapporteur pour l'Organisation Commune des Marchés (Règlement OCM) dans le cadre de la réforme de la PAC. Cette législation est primordiale pour nos concitoyens, car elle vise à répondre au problème de la baisse de la consommation de fruits et légumes et de lait, et de l'augmentation de l'obésité, dès le plus jeune âge.

Le Grand Sud-Est en Europe

1. Les membres PPE de la Commission Agriculture
2. Réception du Copacogeca au Parlement européen autour des céréales, présidée par Michel DANTIN, Bruxelles, 22.09.2014
3. Visite d'une châtaigneraie de l'Ardèche, 22.07.2014
4. Comité de Bassin Rhône-Méditerranée pour fêter les 50 ans de la loi sur l'eau au MUCEM, Marseille, 9.12.2014



1



2



3



4

Le gynécologue congolais Denis MUKWEGE a reçu le Prix Sakharov 2014

Denis Mukwege est le lauréat du Prix Sakharov 2014 pour la liberté de l'esprit, suite à la décision du Parlement européen et des chefs de file des groupes politiques. Denis Mukwege a reçu son prix lors de la session plénière, le 26 novembre dernier à Strasbourg. Le viol est utilisé comme une arme de guerre dans de nombreux conflits armés de par le monde et Denis Mukwege le sait bien. Ce gynécologue de 59 ans de la République Démocratique du Congo (RDC) a fondé l'hôpital Panzi à Bukavu en 1998, au milieu de la guerre civile, où il soigne les victimes de violence sexuelle atteintes de blessures graves. La guerre est peut-être terminée officiellement en RDC mais le conflit armé continue à l'est du pays, ainsi que les attaques contre les civiles et les viols. En plus de voyager régulièrement pour défendre les droits des femmes et de s'occuper de l'hôpital Panzi, Denis Mukwege continue à voir les patients et à opérer deux fois par semaine.



Actualité PPE

Le Parlement européen dit oui à la Commission européenne de Juncker



Le 22 octobre, le Parlement européen a approuvé la nouvelle Commission européenne de Jean-Claude Juncker après que ce dernier ait présenté son collègue et son programme de travail pour les cinq prochaines années. Tous les commissaires désignés avaient d'abord été auditionnés par les députés afin d'évaluer leur expertise et compétences. Les députés ont approuvé le nouveau collège de 27 commissaires, tel que présenté par le Président-élu Jean-Claude Juncker. La nouvelle Commission européenne a pris ses fonctions le 1^{er} novembre pour un mandat de cinq ans.

Le Groupe PPE soutient l'appel du Pape François à un réveil de l'Europe

« La venue du Saint-Père est un moment très particulier pour le Parlement européen. Le message de paix, de solidarité et d'ouverture qu'il porte, son extraordinaire personnalité et sa sagesse nous touchent tous, quelles que soient les croyances personnelles de chacun », a déclaré mardi Manfred Weber, le Président du Groupe PPE au Parlement européen.

« En s'adressant aux représentants des citoyens européens qui sont responsables pour la défense de la démocratie, de la liberté de culte et des droits de l'Homme, le Pape François envoie un message fort de soutien à la démocratie et à l'Union européenne en tant que projet de paix.

Dans son discours, le Pape appelle également à un réveil de l'Europe. Nous devons résister à la tentation de l'égoïsme et donner à l'Europe un nouveau départ qui soit fondé avant tout sur les valeurs et les idées et non sur l'argent et l'économie », a déclaré Manfred Weber.

« Dans son discours, le Pape nous rappelle que les valeurs européennes trouvent leurs racines dans le christianisme. Nous ne devons pas oublier que l'être humain doit être au cœur de notre engagement. Il est de notre responsabilité de faire vivre ces valeurs et de veiller à ce qu'elles soient respectées », a-t-il ajouté.

« En ces temps difficiles, alors que les ten-



sions se multiplient tant sur notre continent qu'à l'extérieur de celui-ci, les Européens ne doivent pas céder à la peur de l'autre et à la méfiance. Le Pape François nous encourage à lutter pour la paix, pour le respect de la dignité humaine, pour la solidarité et pour combattre la pauvreté partout dans le monde », a conclu Manfred Weber.

CONTACTER MICHEL DANTIN

Au Parlement européen

Bât. Louise Weiss - T10045 - 1, avenue Robert Schuman
CS 91024 - F-67070 Strasbourg Cedex
Tél : +33 (0)3 88 1 75533 - Fax : +33 (0)3 88 1 79533
www.delegationfrancaise-pp-eu

En circonscription

Secrétariat parlementaire européen
91, rue d'Angleterre - 73000 Chambéry
Tél. : 04 79 65 29 01 - Fax : 04 79 65 29 04
michel.dantin@europarl.europa.eu
www.micheldantin.net

